

Les monnaies complémentaires, un nouvel outil pour la transition écologique ?

Encore méconnues, les monnaies complémentaires pourraient constituer une alternative aux limites du circuit monétaire classique et une réponse aux défis de la transition écologique. Détails avec Thomas Binet de la Fabrique écologique.



Thomas Binet
président du groupe de travail "Les monnaies complémentaires au service de la transition écologique" à la Fabrique Ecologique, directeur de Vertigo Lab.

Les monnaies complémentaires n'ont rien de nouveau, la coexistence de monnaies sur un territoire a même été la norme pendant bien longtemps. En France, depuis le début de la décennie, le développement de ces monnaies s'accélère, porté par des coups de projecteur de taille comme le film *Demain* de Cyril Dion, le développement du numérique ou encore des avancées réglementaires. Ainsi, la loi relative à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) de 2014 offre aux monnaies complémentaires une reconnaissance légale : les monnaies émises par les entreprises de l'ESS sont désormais acceptées comme des titres de paiement.

Définies par le rapport Magnen-Fourel de 2015 comme "*des dispositifs d'échange locaux de biens, de services et de savoirs, organisés autour d'une monnaie spécifique permettant à la fois d'évaluer et de régler des échanges*", les monnaies complémentaires regroupent une grande diversité de dispositifs. Qu'ils soient territoriaux (ancrés à un espace de circulation défini) ou thématiques (émis dans un objectif précis), ces dispositifs sont gérés par des structures extérieures au circuit bancaire traditionnel et ont tous pour référence la monnaie officielle. Certaines se basent aussi sur des unités de temps, comme les Systèmes d'Echanges Locaux (SELs) où l'on peut échanger des heures de temps de services entre voisins. Plus d'une cinquantaine de monnaies complémentaires sont aujourd'hui en circulation en France et autant sont en construction. Une monnaie complémentaire régionale devrait même voir le jour en Normandie en 2018.

Pourquoi des monnaies complémentaires de l'euro ?

Les objectifs poursuivis par les monnaies complémentaires sont variés : redynamiser l'économie locale ou en favoriser la résilience en cas de crise, recréer du lien social, favoriser la consommation responsable ou encore conduire une réflexion citoyenne sur la monnaie. Dans tous les cas, les monnaies complémentaires remettent en cause le système monétaire actuel et promeuvent la monnaie comme outil d'échange plutôt que comme outil d'épargne.

Pour autant, récupération politique, assimilation à un protectionnisme, crainte du retour au franc, clientélisme ou encore fraudes à la TVA, les monnaies complémentaires sont vues par certains comme une menace pour notre société. Mais aujourd'hui, la première limite des monnaies complémentaires n'est pas leur efficacité. Avec des tailles de circulation réduites et des boucles d'échanges non fermées, beaucoup de monnaies complémentaires peinent encore à atteindre leurs objectifs et à sécuriser leur modèle économique, même si des bénéfices socio-économiques (augmentation de la consommation de produits durables, sensibilisation de la population au développement durable) ou environnementaux (réduction des émissions de GES) sont par ailleurs observables à l'échelle de certains projets.

Un potentiel à explorer pour soutenir la mise en œuvre de la transition écologique

Les monnaies complémentaires peuvent être mobilisées au service de la transition écologique via trois leviers d'actions : le financement, la mise en réseau des acteurs et l'orientation des comportements de consommation et production. Ces trois leviers peuvent être actionnés au sein des différentes thématiques de politiques publiques de la transition écologique : gouvernance alimentaire, préservation des biens communs, économie circulaire, énergie et climat, préservation des biens communs. Mais avant d'accompagner la transition, il est toutefois essentiel que ces monnaies atteignent une taille suffisante pour avoir un effet réel. Pour cela, il s'agit de libérer le potentiel de circulation des monnaies complémentaires en dépassant le cercle des convaincus et de la militance, en proposant un outil pratique et facile d'utilisation, en démontrant les effets par une évaluation rigoureuse. Plus que tout, ces outils doivent être de confiance pour les usagers, citoyens, entreprises et collectivités.

Des actions concrètes de recours à ces monnaies complémentaires environnementales (MCE) en tant qu'outil de politique publique peuvent ainsi être mises en évidence. Nous nous sommes attelés dans notre note à identifier des propositions concrètes pour mobiliser cet outil au service de la transition. Quelques-unes des propositions de cette note sont reprises ci-dessous.

Construire de nouvelles boucles d'échanges sur les territoires

Boucler les échanges en monnaies complémentaires est essentiel pour assurer leur bonne circulation. Les échanges inter-entreprises sont en cela intéressants, ils ont d'ailleurs fait le succès d'une des monnaies complémentaires les plus anciennes et connues, le WIR en Suisse. Ce dispositif qui s'appuie sur la compensation de crédit entre entreprises pourrait être développé en France. En outre, les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) gagneraient à mobiliser des monnaies complémentaires. Les MCE pourraient ainsi devenir de véritables outils de territoire au service de la création de réseaux d'économie circulaire ou de pôles d'écologie industrielle. En tant qu'unité d'échange et à l'aide de leurs réseaux d'acteurs, les MCE faciliteraient la mise en œuvre de synergies interentreprises.

Renforcer la crédibilité des monnaies complémentaires

Mener des opérations de communications, créer un collège d'experts ou dans tous les cas une structure certifiant le sérieux des monnaies complémentaires, mettre en œuvre des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux des monnaies sont autant d'actions permettant d'en démontrer la crédibilité. Les monnaies complémentaires pourront alors être intégrées dans la palette des outils du décideur pour une action environnementale efficace. Le manque de connaissances sur les monnaies complémentaires freine par exemple aujourd'hui l'engagement des collectivités et des pouvoirs publics.

Proposer une garantie publique sur le fonds de réserve des monnaies pour financer des projets territoriaux de transition

Pour chaque Eusko ou Abeille à Villeneuve-sur-Lot émis, l'équivalent en euro doit être placé dans un fond de réserve. C'est d'ailleurs ce qui distingue les gestionnaires de monnaies complémentaires des banques qui elles peuvent prendre plus de risques avec leurs fonds de réserve (elles ont obligation de mettre 10% en réserve en banque centrale seulement). Or il existe un flou sur l'usage de ce fonds, dont la valeur pourrait être garantie par les collectivités par exemple, pour soutenir des projets d'investissement en monnaies complémentaires : projets de covoiturage de proximité, aides à la rénovation énergétique, création d'espaces de maraîchage urbain, etc.

Donner la possibilité aux collectivités de verser des subventions en monnaies complémentaires pour soutenir des activités de la transition non irriguées par le système financier classique

Afin d'augmenter le potentiel de circulation des monnaies complémentaires et de franchir une étape supplémentaire dans l'appropriation de ces dispositifs par la puissance publique, le versement de subventions publiques en monnaie complémentaire nous semble incontournable. Par exemple, des unités monétaires pourraient être versées à certains acteurs en fonction de services environnementaux rendus. Grâce aux co-bénéfices liés aux monnaies complémentaires, les subventions versées auraient un impact de plus grande ampleur et génèreraient des retombées indirectes locales et environnementales plus importantes que dans le cadre d'une subvention en euro.

Les possibilités de mobilisation des monnaies complémentaires sont ainsi nombreuses, mais ces outils seront performants uniquement s'ils sont couplés à d'autres outils de la transition. A nous alors d'imaginer des boucles performantes, des modèles économiques viables pour ces systèmes et des partenariats efficaces afin de permettre aux monnaies complémentaires environnementales de contribuer pleinement à la transition écologique.

Avis d'expert proposé par Thomas Binet, président du groupe de travail "Les monnaies complémentaires au service de la transition écologique" à la Fabrique Ecologique, directeur de Vertigo Lab

Article publié le 16 octobre 2017